

D 822 URUGUAY: L'EVOLUTION DU RÉGIME

A son tour, l'Uruguay entre dans l'après-militarisme. A l'exemple de ce qui s'est passé ou se passe au Brésil (cf. DIAL D 451), au Chili (DIAL D 785) et en Argentine (DIAL D 813), les militaires uruguayens se retrouvent, après une dizaine d'années de "régime de sécurité nationale", dans l'impasse politique. Leur tentative de réforme constitutionnelle, en 1980, s'est soldée par l'échec du référendum qu'ils avaient organisé pour cela (cf. DIAL 678). Le texte ci-dessous, dont on comprendra l'anonymat dans le contexte actuel du pays, fait le point sur la situation politique au moment des "élections intérieures" du 28 novembre 1982. Ces élections avaient pour but de désigner les responsables des trois partis à nouveau autorisés par les militaires: le Parti national, le Parti colorado et l'Union civique. La participation au vote a été de plus de 70 %.

Note DIAL

LA SITUATION POLITIQUE DE L'URUGUAY

EN FIN 1982

Nous allons décrire la conjoncture actuelle en procédant à l'analyse, nécessairement partielle, des rapports entre le régime militaire (et ses soutiens civils) et les partis politiques, dans un contexte de fluidité croissante des alliances et des équilibres de pouvoir.

1- Le déclin du régime

Le système semble être entré dans une phase d'une certaine désintégration, difficilement réversible. Cela ne signifie ni division ni affaiblissement du dispositif militaire. Les militaires conservent, en dépit de tout, l'initiative politique. Peut-être parce que les partis ont été incapables d'occuper les nouveaux espaces politiques. Cependant l'initiative pourrait changer de mains avec les élections internes du 28 novembre 1982 (1).

Les causes de la fragilité du système sont les suivantes:

1) L'absence de légitimité ou de consensus. Cette absence est perçue par tous depuis les résultats du référendum de 1980 (2), mais elle était déjà nettement caractérisée bien avant. Plusieurs choses se sont conjuguées en ce sens: le souvenir de la longue et large résistance (juin-juillet 1973) à laquelle s'est heurté le régime à sa naissance; les tentatives du régime

(1) La présente étude a été réalisée avant cette date. Effectivement, les élections aux directions de trois partis ont été l'occasion d'une participation importante des électeurs (NdT).

(2) Sur le référendum, cf. DIAL D 678 (NdT).

pour encadrer la société en marge des partis politiques; les excès dans la volonté de faire passer des valeurs autoritaires à travers l'éducation et la propagande officielle massive; la politique économique imposée qui mène à la concentration du revenu et qui sombre progressivement dans la stagnation, etc.

2) Les dérives catastrophiques du modèle de développement retenu, qui s'amplifient: le chômage, l'endettement des producteurs et des entreprises industrielles, la pression fiscale, la baisse des salaires, l'endettement extérieur, la crise de la sécurité sociale et de la santé, etc. Tous ces aspects économiques ont eu une incidence sur le référendum de 1980 et continuent d'avoir une influence sur l'image de marque politique du régime.

3) L'absence évidente de "menace" ou de "défi" d'ordre révolutionnaire et armé. Cela a pour effet de retirer au dispositif militaire sa seule justification interne et unificatrice: le combat contre un ennemi considéré comme l'ennemi de "toute la société".

Il est par ailleurs possible que la volonté du président de la République de revenir au premier plan des instances mises en place en 1973, soit source de tension entre les militaires du régime et les soutiens civils du président.

2- L'institutionnalisation par le dialogue

Après l'échec, en novembre 1980, du référendum pour l'adoption d'une Constitution autoritaire sur la base de la doctrine de sécurité nationale, le régime civico-militaire a choisi, au milieu de 1981, de suivre une autre voie pour essayer de parvenir au même objectif, raté une première fois. Il a donc, de façon à peine voilée, ouvert le dialogue avec les secteurs politiques des partis traditionnels subsistants.

Ceux-ci ont accouru aux conversations avec les militaires pour consacrer, à titre d'institutionnalisation de type démocratico-libéral, les choix déterminants du référendum de 1980. L'accord a eu pour effet de rétablir les conditions légales d'une réapparition publique des partis traditionnels: le "Nacional" et le "Colorado". Les autres partis, qui avaient obtenu aux élections de 1971 quelque 18 % des voix, ont été exclus. Les conversations avec les représentants des partis Nacional et Colorado ont été jusqu'aux limites de la rupture mais les partis, par instinct de survie, ont dû se résoudre à de nombreuses concessions.

A l'heure actuelle, alors que commence la période électorale, des questions politiques majeures ont été éludées et d'autres sont restées en suspens:

1) Parmi les questions éludées, il y a le maintien de la "loi des listes bloquées" (qui permet l'unité artificielle des partis politiques). Par ailleurs, le régime a fait entrer dans le jeu politique, avec des fonctions déterminantes pour la période de transition, la plupart des hommes politiques qui sont publiquement connus pour leur "corruption" et qui étaient en exercice au moment du coup d'Etat de 1973. Quant à ceux qui sont encore proscrits ou recherchés, ils peuvent, par intermédiaires parfaitement identifiables, exercer aussi une influence dans la phase de transition.

2) Parmi les questions en suspens il y a, par exemple, le problème des partis qui avaient constitué le Front élargi pour les élections générales de 1971; tous ces partis ont été interdits ou "dissous". Autre question en

suspens: le renvoi en 1983 de la discussion sur la réforme constitutionnelle et, donc, de l'institutionnalisation ou non de l'ingérence des militaires dans le nouveau gouvernement. Question en suspens aussi: les restrictions actuelles apportées aux droits de l'homme (liberté de presse, d'opinion, de réunion; transfert en justice civile des juridictions militaires, droit de grève, etc.) ainsi qu'aux droits politiques (proscriptions, amnistie).

Toutes ces questions n'ont pas été abordées par les partis traditionnels lors des conversations qui ont abouti à l'établissement du calendrier suivant: élections internes pour trois partis en novembre 1983, élaboration et discussion d'un projet de nouvelle Constitution en 1983, et élections générales en novembre 1984.

Les rapports de force sont tels, du moins pour ce qui peut en être perçu à l'heure actuelle, qu'aucune des parties ne peut abandonner le dialogue ainsi ouvert, en dépit de ses limites caractérisées et de l'insatisfaction des parties en présence. Il est aussi évident que ceux qui sont exclus du dialogue politique (les groupes membres du Front élargi de 1971-1973) ne sont pas en condition, qu'ils le veuillent ou non, d'obtenir d'y participer. L'ensemble des partis, tant ceux du dialogue que les exclus, font face à un front militaire désorienté, ce qui ne veut pas dire désuni. Ce front militaire gagnerait en cohésion et puissance s'il était ouvertement l'objet d'une contre-attaque coordonnée. Pour l'heure, dans le dialogue en cours, les militaires font face à des hommes politiques habiles en négociations et dotés de la capacité mobilisatrice dont manquent précisément les militaires. Par ailleurs, la pression internationale est favorable aux partis.

En fonction de tous ces éléments, il est probable qu'aux élections internes de novembre 1982, les secteurs les plus antimilitaristes - ceux qui prennent davantage leurs distances par rapport au système, au plan tant politique (le régime militaire) qu'économique (le modèle néolibéral), seront les gagnants. Ajouté à une nette relance de la société civile, cela devrait permettre aux secteurs se situant davantage dans l'opposition de soulever en cours d'année prochaine les questions en suspens.

3- La "résurrection" de la société civile

Si nous parlons de la "résurrection" de la société civile, il convient néanmoins de préciser certains points. En effet, le régime proclame que "l'ouverture politique" sera "honnête", c'est-à-dire: à condition que les hommes politiques respectent les règles du jeu. Cette ouverture, aussi honnête soit-elle, ne signifie en rien que l'appareil répressif monté au cours de ces dix dernières années ait été en quoi que ce soit démonté ou affaibli.

Il est cependant un fait que les vieux hommes politiques, regroupés avec quelques variantes, ont pu faire leur réapparition. La société civile tend visiblement, ainsi qu'il arrive dans tous les cas d'ouverture politique des régimes de sécurité nationale, à reprendre les habitudes que les régimes militaires ont précisément voulu détruire. Les formes constitutives de la sociabilité moderne (partis, syndicats, groupements étudiants, mouvements d'Eglise, groupes de pression, associations de chefs d'entreprises, presse critique, etc.), mille fois condamnées dans les discours officiels, se reconstituent avec une relative facilité.

La seule inconnue de l'heure est celle des jeunes générations, écartées de toute forme de participation sociale pendant dix ans et soumises à un

bombardement psychologique démobilisateur et a-critique. Il est difficile de prévoir leur comportement politique. Il y a cependant des signes que de nombreux jeunes placent leurs espoirs dans les groupes politiques se situant le plus dans l'opposition et toujours écartés de la scène politique.

Au fur et à mesure que cette étape d'ouverture laisse apparaître ses contradictions, elle se voit refusée. Plusieurs hebdomadaires politiques d'apparition récente critiquent les réalisations actuelles, rappellent en permanence la question des hommes politiques exclus du jeu, font des propositions pour l'amnistie et posent les conditions d'une "réconciliation nationale" authentique. Les radios, par interviews interposées, transmettent des points de vue de chefs d'entreprises insatisfaits, ainsi que de travailleurs. Les responsables provisoires des "associations professionnelles" (syndicats) récemment autorisées, sont généralement les dirigeants de deuxième ou troisième rang des syndicats de la Convention nationale des travailleurs (CNT), officiellement dissoute. Les revues étudiantes prolifèrent, en se contentant de mettre en sourdine le ton caractéristique des anciens militants de la Fédération des étudiants universitaires d'Uruguay (FEUU). Les associations de chefs d'entreprises ne proclament pas encore le populisme et le protectionnisme, mais elles rejettent de plus en plus - à mesure que la crise économique s'aggrave inexorablement - tous les canons du modèle économique que le "système" maintient avec obstination, sans doute parce qu'il manque d'une équipe économique susceptible de mettre en marche, dans des conditions acceptables, un autre modèle.

Une telle relance de la vie sociale, de plus en plus articulée et contradictoire, tend à s'imposer derrière le dialogue officiel et à mettre en question ses décisions. Elle manifeste, suite à l'incapacité du régime à encadrer la société, que la société civile "ressuscitée" et le régime ne peuvent vraiment fonctionner sans interférences réciproques.

Les hommes du "système" buttent ainsi sur l'hypothèse d'une impossibilité de gouverner une société relativement dynamique et spontanée, tandis que les gouvernés se mettent progressivement à regretter les vieilles élites d'hommes politiques qui, au moins "laisaient vivre". Dans ces conditions, les élections réclamées par la conscience politique du pays comme la seule source de légitimité, constituent pour le régime un échec aux conséquences des plus incertaines.

4- Les têtes politiques

A mesure que la transition vers un régime civil se réalisera (sans que puisse être écartée la possibilité d'une interruption...), l'initiative politique reviendra aux responsables de partis des années 1971-1973. Elle se répétera, tout porte à le penser, dans ses méthodes et ses propositions, si souvent dénoncées.

Il est également prévisible que ces personnalités politiques feront les frais d'une usure rapide, précisément en raison de leur non-renouvellement et de leur incapacité à faire face aux circonstances actuelles. Quand cela se produira, ces figures politiques seront remplacées par des hommes que l'actualité n'a pas encore mis au premier rang. Dans les étapes de transition, les personnes de premier plan disparaissent généralement assez vite de la scène.

De ce point de vue, le système en vigueur a toujours été démuné par rapport à une politique des masses. A la veille du référendum de 1980, le régime s'est tardivement raccroché à la personne de l'ancien président Pacheco

Areco, à l'époque à l'étranger (ambassadeur aux Etats-Unis à mode d'exil...). La défaite de 1980 semble bien avoir emporté l'ancien ambassadeur, dont le prestige personnel a ainsi chuté alors qu'il était considéré par certains comme "l'homme fort" ayant combattu la subversion. Pour les élections internes de novembre 1982, derrière lesquelles se profile à nouveau le oui ou non au gouvernement militaire, celui-ci et Pacheco Areco sont hésitants: s'ils s'associent, Pacheco Areco perd des voix; si l'ancien président prend ses distances et censure d'une manière ou d'une autre le régime militaire, il gagne des voix mais contribue fortement à renforcer l'opposition au gouvernement par les urnes.

5- Le contexte du Cône sud

Depuis une dizaine d'années, les pays du Cône sud d'Amérique latine ont connu des régimes similaires, basés sur la doctrine de sécurité nationale: le Chili, la Bolivie, l'Argentine, le Paraguay (à sa façon) et le Brésil (avec une forte dose de pragmatisme) se sont épaulés; ils ont fait pièce au Pacte andin en déviant à leur profit des crédits et investissements considérables, et en ouvrant leurs économies; ils se sont sentis hypothéqués par la politique des droits de l'homme du président Carter, mais ils ont applaudi le triomphe du président Reagan comme étant le leur, ce qui leur a valu son soutien politique, d'ailleurs plus enthousiaste qu'éclairé.

Aujourd'hui les systèmes de ces pays s'effondrent ensemble (à l'exception, peut-être, du Paraguay), mais à des vitesses différentes. Reagan et son équipe manquent d'une politique pour la région, à supposer que la disparition de ces régimes soit consommée. Les Etats-Unis ne se feront certainement pas faute d'intervenir - ce qu'ils font déjà - mais sans perspectives à moyen et long terme.

La guerre des Malouines a agi comme élément supplémentaire de contradiction dans la région. Elle mettra certainement fin à l'expérience autoritaire de l'Argentine, ce qui ne pourra qu'avoir des répercussions favorables en Uruguay.

Les Forces armées de ces régimes sont probablement moins disposées à obéir docilement aux injonctions du Pentagone, suite au soutien nord-américain accordé à l'expédition britannique contre l'Argentine. L'échec du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) fait lever des doutes sur les "loyautés" des Etats-Unis.

L'évolution de la situation dans la région est fonction d'inconnues susceptibles d'influer sur le processus politique uruguayen. C'est, respectivement, la mesure dans laquelle les partis politiques brésiliens parviendront à se dégager de la tutelle rigoureuse des militaires; l'avenir de l'autoritarisme personnalisé du régime chilien, face à la crise économique et à l'opposition grandissante des partis et des syndicats; et, enfin, l'évolution de la crise argentine actuelle qui, d'après tous les indices et dans des contradictions aiguës, s'achemine à grande vitesse vers un régime civil.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441